

MARCHE DU 12 FÉVRIER À ALGER

Samedi, le tournant ?

Alger retient son souffle. L'Algérie tout entière aussi. La marche du 12 février est sur toutes les lèvres. L'initiative de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie (CNCD) accapare, en attendant samedi, toutes les discussions, suscite les commentaires les plus engagés comme les plus tièdes... nourrit les espoirs mais aussi quelques inquiétudes chez les pessimistes.

Sofiane Aït-Ifflis - Alger

(Le Soir) - De quoi samedi sera-t-il fait ? C'est la question que d'aucuns ne cessent certainement de se poser. Alger a rendez-vous avec l'Histoire... une histoire qui, pour le monde arabe, s'accélère. Tunis a fait sa révolution, a contraint Ben Ali à vider le somptueux palais carthaginois pour ruminer les affres de l'exil dans la lointaine Arabie.

Du Caire montent toujours des volutes épaisses de colères. La place Tahrir ne désrompt toujours pas, contraignant le Raïs Moubarak à se départir de sa superbe. Alger, qui

jusque-là, suit les révoltes tunisienne et égyptienne à travers le tube cathodique et les différents sites internet, se prépare à braver l'interdit qui fait d'elle une citadelle qui doit étouffer ses colères. Elle seule, puisque ailleurs, dans le reste des villes algériennes, les gens peuvent manifester à convenance.

Le pouvoir n'aime pas entendre les colères citoyennes gronder de très près. Aussi a-t-il décidé depuis dix ans déjà d'interdire les marches dans la capitale. Pas toutes, puisque celles qui postulent à renforcer son assise sont tolérées. N'ayant pas pour vocation

de brandir des banderoles ou scander des slogans encensant le pouvoir, le système politique en place depuis l'indépendance, la marche nationale et pacifique à la quelle a appelé la Coordination nationale pour le changement et la démocratie est interdite. Plutôt trois fois qu'une.

Il y a eu d'abord le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould-Kablia, qui rappela cette loi d'exception qui fait d'Alger une cité interdite aux marcheurs. Il y eut ensuite le vice-Premier ministre Yazid Zerhouni qui insista ferme sur l'interdiction de la marche. Et en troisième lieu, le Conseil des ministres qui renforça l'affirmation.

La Wilaya d'Alger, auprès de laquelle la Coordination pour le changement et la démocratie sollicite, formalisme oblige, une demande d'autorisation de la marche, objecta lundi 7 février un refus au motif que la manifestation risque de perturber l'ordre public. Le lendemain, soit le mardi 8 février, la Coordination pour le changement et la démocratie, réunie à Alger, a déclaré maintenir sa marche.

Les autorités sont mises devant leurs responsabilités. A voir l'arsenal d'engins



Photo : Samir Sid

L'initiative de la CNCD est le fruit d'un consensus national.

anti-émeutes maintenu à différents endroits d'Alger depuis le 22 janvier dernier, date de l'organisation par le RCD d'une marche avortée, il est aisé de comprendre qu'elles se préparent à réprimer la marche de samedi prochain.

Un avant-goût a été donné hier à travers l'impressionnant dispositif de sécurité déployé pour empêcher que les gens ne rallient le rassemblement de la CNCD devant l'ambassade d'Espagne.

La rue longeant l'ambassade a été barricadée par la police à chacun de ses deux bouts. N'empêche que les

membres de la Coordination ont pu se rassembler en contrebas et scander à gorges déployées «Moubarak barra», «Bouteflika barra».

Une halte politique fort significative, tant elle participe d'un préchauffement pour la marche du 12 février prochain. Une marche aux couleurs du changement réclamé par une Algérie plurielle.

L'initiative, qui se veut un enchaînement sur les émeutes juvéniles du début de l'année, est le fruit d'un consensus national. De bords politiques distincts, les animateurs de la CNCD

ont, dans une formidable synergie, réussi à transcender leurs clivages et querelles pour se retrouver autour de mots d'ordre faisant consensus. C'est dire que le désir de voir le pays opérer le changement vers la démocratie est une commune préoccupation. C'est pour cela aussi que le pouvoir, manœuvrier à outrance, parfois habile, a raté lamentablement de dissuader la Coordination qui maintient sa marche.

L'engagement citoyen a été plus déterminant que la manœuvre des autorités. Samedi, le tournant ?

S. A. I.

DOSSIER DE CARTE D'IDENTITÉ NATIONALE Le document 12 S supprimé

L'extrait de naissance n°12S a été supprimé du dossier de demande de carte d'identité nationale, a indiqué hier le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales dans un communiqué.

Pourquoi les Algériens ont le droit de marcher

Le droit de manifester pacifiquement : un droit fondamental arraché de haute lutte par le peuple algérien

- Dans notre pays, et à l'instar des autres différents droits fondamentaux désormais inscrits dans la Constitution, le droit de manifester n'a pas été octroyé par les différents pouvoirs successifs ayant gouverné l'Algérie depuis l'indépendance du pays. Loin s'en faut ! Il constitue l'une des conquêtes politiques majeures des réformes engagées par le gouvernement Hamrouche après les émeutes des jeunes d'Octobre 1988.

- Aucun de ces droits fondamentaux, politiques et sociaux dont toutes et tous disposent ou devraient disposer en Algérie n'a été conquis, établi et garanti autrement que par l'exercice, légal ou non, du droit de manifester. Il a fallu manifester, et le plus souvent hors de la légalité, pour obtenir le droit de grève, de liberté de conscience et d'opinion, les libertés d'expression, d'association et de réunion ! Et il a évidemment fallu manifester sans autorisation pour arracher le droit de manifester, légalement avec une autorisation !

Le droit de manifester pacifiquement : un droit fondamental du peuple consacré par la loi fondamentale du pays (Constitution)

- Article 6 de la Constitution : «Le peuple est la source de tout pouvoir. La souveraineté nationale appartient exclusivement au peuple.»

- Article 41 de la Constitution : «Les libertés d'expression, d'association et de réunion sont garanties au citoyen.»

Le droit de manifester pacifiquement : un droit que le peuple algérien a su exercer avec un haut niveau de civisme

- Depuis la reconnaissance du droit de manifestation consacré par la loi 89-28 du 31.12.1988 relative aux réunions et manifestations publiques, des milliers de marches se sont déroulées à Alger, tout particulièrement sur l'itinéraire choisi par les autorités et adopté par les manifestants (place du 1^{er} Mai - place des Martyrs), sans aucun incident.

- Certaines marches ayant regroupé plus d'un million de personnes à Alger ont connu des niveaux d'encadrement remarquables et une ambiance festive typiquement algérienne.

Le droit de manifester pacifiquement : un droit qui doit pouvoir s'exercer dans les moments difficiles que peut traverser un Etat ou une nation

- Pour sauver l'Etat en danger : la marche du 2 janvier 1992 à laquelle a appelé Aït Ahmed entre les deux tours des élections législatives a été autorisée malgré le climat politique électrique le plus confus depuis l'indépendance sur l'avenir de l'Etat et de la nation. Aucun incident n'a été enregistré.

- Pour éviter l'effusion de sang : la situation politique extrêmement délicate que vit notre pays aujourd'hui nécessite le recours au droit de manifester pour canaliser pacifiquement les violences que vit le pays depuis quelque temps.

Le droit de manifester pacifiquement : un droit démocratique fondamental pour

exprimer des inquiétudes légitimes reconnues officiellement, y compris par le Premier magistrat du pays et les pouvoirs publics.

- Communiqué du Conseil des ministres du 3 février : «Les récentes manifestations sont, sans aucun doute, l'expression d'inquiétudes et d'impatiences chez nos compatriotes.»

- La proposition de la Wilaya d'Alger de conversion de la marche à laquelle a appelé le CNCD en réunion politique à l'intérieur d'une salle est, en soi, une reconnaissance implicite des pouvoirs publics de la gravité de la situation ayant justifié la demande de marche.

Le droit de manifester pacifiquement : une liberté fondamentale octroyée puis progressivement confisquée par grignotages successifs

- L'exercice démocratique plein et entier en Algérie du droit de manifester n'a en réalité tenu que cinq mois (janvier-juin 1991) avec une législation consacrant le principe universel de la simple déclaration préalable et l'obligation légale faite au wali de délivrer sur-le-champ un récépissé de déclaration à toute demande de marche. (article 15 de la loi 89-28 du 31-12-1989 relative aux réunions et manifestations publiques).

- Ce droit a été remis en cause une première fois par le décret présidentiel du 4 juin 1991 portant état de siège, une seconde fois par un amendement de la loi citée plus haut qui a réintroduit le principe de l'autorisation préalable et définitivement par le décret présidentiel du 9 février 1992 portant instauration de l'état d'urgence.

- Malgré cette situation de grignotage, le président Zeroual a autorisé au cours de son mandat des centaines d'autorisations de marches ayant regroupé sans incidents des millions de personnes.

- La seule marche qui a connu de graves incidents est celle du 14 juin 2001 pour deux raisons. Elle n'a pas été autorisée et n'était pas indemne de grossières manipulations comme celles qui se déroulent présentement en Égypte.

L'exercice du droit fondamental de manifester pacifiquement devrait donc se passer de toute autorisation préalable et ne relever, comme dans les autres pays, que d'une simple déclaration préalable.

Le droit d'avoir des droits menacé :

Il est le droit de toutes et de tous, et en le défendant, le peuple algérien en défend aussi l'exercice par ceux-là mêmes qui, estimant n'en avoir plus besoin, entendent en priver les autres. C'est parce que le droit de manifester est à la source de tous les autres, qu'il est le premier menacé, que l'on réduit lorsque l'on s'attaque aux autres. C'est parce que le droit de manifester est l'expression la plus immédiate du «droit d'avoir des droits», qu'il faut s'engager à le défendre. C'est pour cela qu'il faut déclarer tenir pour illégitime, scélérate, nulle et non avenue toute loi ou mesure qui irait en ce sens. De même qu'il faut refuser d'être tenu a priori pour responsable et présumé coupable de tous les éventuels dégâts liés, directement, indirectement ou fortuitement aux manifestations organisées.

Synthèse K. M.